

PREMIER MINISTRE

Déclaration écrite officielle

19 décembre 2013

La présidence britannique du G8 en 2013

Je voudrais mettre le Parlement à jour concernant la présidence britannique du G8 et les coûts du Sommet 2013 du G8 à Lough Erne.

Les progrès accomplis

Depuis le Sommet du G8 les 17 et 18 juin, nous avons beaucoup progressé en matière d'échanges commerciaux, de fiscalité et de transparence, et ce pour le bénéfice de l'ensemble des pays à travers le monde y compris les plus pauvres. Le Royaume-Uni a publié aujourd'hui le Rapport de fin d'année de la présidence britannique du G8 en 2013 qui résume les engagements pris à Lough Erne, les progrès accomplis depuis le mois de juin et les prochaines étapes. Des exemplaires du Rapport ont été déposés à la Bibliothèque respective de chaque Chambre.

Les échanges commerciaux

L'UE et le Canada sont parvenus en octobre à s'entendre sur les principales composantes d'un vaste accord de libre-échange, tandis que les progrès continuent s'agissant des accords commerciaux entre l'UE et les Etats-Unis d'une part, l'UE et le Japon d'autre part. Au début de ce mois, un accord important a été conclu à Bali sous l'égide de l'OMC, y compris sur les mesures de réduction de la bureaucratie aux frontières. Cet accord va tous les ans réinjecter l'équivalent de 70 milliards de livres sterling dans l'économie mondiale.

La fiscalité

L'OCDE prévoit de présenter d'ici février 2014 une norme unique pour l'échange automatique des données fiscales. L'OCDE met aussi actuellement en œuvre un Programme d'action pour la lutte contre l'évasion fiscale et pour s'assurer que les entreprises multinationales font connaître le montant des impôts qu'elles paient et le ressort fiscal où elles le font.

La transparence

Les pays du G8 ont publié leurs programmes d'action nationaux dans lesquels ils détaillent la manière dont ils vont garantir que les sociétés connaissent l'identité de leurs propriétaires et de qui les contrôle. J'ai annoncé le 31 octobre que le Royaume-Uni allait rendre accessible au public son registre central des ayant-droit. Dans le secteur de l'extraction, les législations des Etats-Unis et de l'Union européenne vont exiger des sociétés qu'elles déclarent les versements qu'elles font à tout gouvernement. Les Etats-Unis, le Royaume-Uni et la France, l'Allemagne et l'Italie ont annoncé qu'ils allaient adhérer à l'Initiative pour la Transparence dans le secteur de l'extraction. Enfin, en ce qui concerne l'ouverture des données, les membres du G8 ont mis au point, ou sont en train de le faire, des Programmes d'action qui détaillent la manière dont les éléments d'information dont disposent les gouvernements vont être rendus « accessibles par principe » lorsque c'est possible.

S'agissant du dossier "Enlèvements contre rançon", le G8 a rejeté sans ambiguïté le paiement de rançons aux terroristes et il a appelé les autres pays à faire de même. Le G8 s'est engagé à collaborer pour prévenir les enlèvements ainsi qu'en cas d'incidents mettant en jeu des otages, en partageant les bonnes pratiques et l'expertise. Depuis le Sommet de Lough Erne, les pays membres du G8 ont privilégié une coordination améliorée des conseils aux voyageurs vers les destinations à haut risque, tout en renforçant la collaboration sur la façon de faire face aux cas d'enlèvement et en œuvrant en faveur d'un consensus international.

Le G8 a aussi convenu de maintenir son soutien à la transition vers la démocratie en Libye, et en marge du Sommet de Lough Erne un accord a été conclu pour la formation d'un maximum de 7 000 militaires libyens. Le 16 décembre, le Conseil de sécurité des Nations Unies a publié une déclaration de sa Présidence réaffirmant le soutien à la transition démocratique actuelle en Libye.

Le Royaume-Uni sera heureux de maintenir les dynamiques en cours dans ces grands domaines durant l'année 2014 en collaborant avec la Présidence russe du G8, avec la Présidence australienne du G20 ainsi qu'avec d'autres partenaires.

Les retombées positives pour le Royaume-Uni

La réussite qu'a été le Sommet 2013 du G8 en Irlande du Nord a montré à la communauté internationale que celle-ci est une destination de premier choix pour les affaires comme pour le tourisme. Le Sommet a mis en valeur cette partie du Royaume-Uni en tirant tout le parti possible de l'investissement en provenance de l'extérieur et en montrant au reste du monde ce que l'Irlande du Nord, sa population et ses entreprises peuvent offrir. Le Sommet a suscité l'organisation par la suite à Belfast, les 10 et 11 octobre, d'une conférence sur l'investissement qui aura rassemblé 150 investisseurs extérieurs existants et potentiels.

Les coûts du Sommet

Le coût de l'organisation et de la sécurité du Sommet du G8 est estimé à **82 millions de livres sterling**, montant qui se décompose en coûts de l'événement lui-même (hébergement, frais de bouche, logistique) et en coûts de police et de sécurité en Irlande du Nord. Ce coût est inférieur, en termes réels, à celui du Sommet du G8 que le Royaume-Uni avait organisé en 2005 à Gleneagles. Le Ministère des Affaires étrangères et du Commonwealth a pris en charge l'organisation logistique du Sommet à Enniskillen, ville la plus occidentale de tout le Royaume-Uni, pour un coût net d'un peu plus de **10 millions de livres sterling**. Douze départements ministériels vont se répartir ces coûts, conformément aux modalités de financement interministériel d'événements similaires comme la visite du Pape en 2010.

Le Sommet de Lough Erne aura aussi été l'un des plus sûrs de mémoire d'homme, avec seulement deux arrestations et toute une série de manifestations et de campagnes pacifiques à Belfast et à Enniskillen. Le Ministère d'Irlande du Nord a coordonné la police et la sécurité du G8 avec le Service de Police d'Irlande du Nord (PSNI), d'autres partenaires spécialisés et divers ministères. Le coût total du dispositif de police et de sécurité aura été de l'ordre de **72 millions de livres sterling**.

Le PSNI a garanti sur le terrain la sécurité du Sommet, à l'aide de près de 5 000 hommes et de 3 600 policiers détachés d'Angleterre, du Pays de Galles et d'Ecosse. C'est la première fois que des policiers de Grande-Bretagne ont été déployés au titre de « l'assistance mutuelle » pour maintenir l'ordre en Irlande du Nord.

L'opération PSNI aura coûté environ 40 millions de livres sterling, dont 26 millions ont été pris en charge par le Trésor (grâce à sa Réserve) et le reste par l'Exécutif d'Irlande du Nord. Le déploiement de 3 600 policiers au titre de l'assistance mutuelle a coûté un peu moins de 29 millions de livres sterling, montant pris en charge par les départements ministériels du gouvernement central. Les mesures supplémentaires de sécurité nationale et l'appui spécialisé des forces armées ont coûté environ trois millions de livres sterling, montant qui sera pris en charge par le Ministère d'Irlande du Nord et par le Ministère de la Défense. Le Trésor a, tout au long du processus, aidé à la répartition des coûts du dispositif policier du G8.

Les coûts estimés du Sommet sont détaillés dans les Tableaux 1 et 2 ci-dessous.

TABLEAU 1: COÛTS ESTIMÉS DU SOMMET

Poste de dépense	Livres sterling (000s)
Location de l'emplacement	1 070
Sécurité (interne)	2 680
Transport	1 535
Production et moyens d'information	2 600
Autres coûts	1 390
Hébergement	775
Total	10 050

NB: les chiffres ont été arrondis, et sont nets de revenus s'agissant des postes Production et Moyens d'information (£230 000) et Hébergement (£145 000).

TABLEAU 2: COÛTS ESTIMÉS - POLICE ET SÉCURITÉ

Poste de dépense	Livres sterling (000s)
Coûts directs PSNI	40 180
Assistance mutuelle	28 655
Appui militaire spécial	2 535
Sécurité nationale	640
Total	72 010

NB: les chiffres ont été arrondis